

MOTS CLÉS

Le conservatisme : Une philosophie politique qui soutient les valeurs et institutions traditionnelles et s'oppose au changement soudain.

Fiscal : Qui se rapporte à l'argent des impôts.

Totalitaire : Se dit d'une forme de gouvernement qui utilise l'intimidation, la violence et la propagande pour gouverner tous les aspects de la vie sociale et politique de ses citoyens.

Autoritaire : Se dit d'une forme de gouvernement dans lequel un individu ou un petit groupe d'individus détient tous les pouvoirs et dirige la vie de ses citoyens.

Le communisme : Une idéologie politique et économique selon laquelle les moyens de production et de distribution d'un pays devraient être possédés et contrôlés par l'État et la main-d'œuvre, organisée, dans l'intérêt de tous les membres de cette société.

La bourgeoisie : La classe moyenne ou dirigeante.

Le prolétariat : Les ouvriers ou la classe inférieure.

Le fascisme : Un système autoritaire de gouvernement qui possède un pouvoir total, élimine l'opposition, souvent par la force, et encourage le nationalisme et le racisme.

Le conservatisme

Le conservatisme n'est pas réellement une idéologie, mais plutôt une position contre le changement, l'innovation et la réforme et en faveur du maintien des institutions et valeurs politiques et sociales établies. Il est en faveur du capitalisme de laisser-faire, donc d'une intervention minimale du gouvernement dans l'économie. À la fin du 20^e siècle, de nombreux conservateurs se sont mis à penser que le gouvernement devait encourager les valeurs traditionnelles et se sont opposés au mariage homosexuel et à l'avortement, par exemple. Le conservatisme fiscal est en faveur de la réduction des dépenses gouvernementales et d'un budget équilibré.

Le totalitarisme : le contrôle total

Les idéologies politiques ne sont pas toutes basées sur des principes démocratiques. Les gouvernements totalitaires sont autoritaires, donc non démocratiques, et contrôlent tous les aspects de la vie dans un pays, c'est-à-dire la culture, la religion, le gouvernement et l'économie. Ces régimes maintiennent leur pouvoir en limitant les libertés au moyen de lois et de restrictions.

Le communisme

L'idéologie communiste est basée sur les œuvres de Karl Marx et de Friedrich Engels, théoriciens politiques du 19^e siècle qui croyaient que la classe dirigeante devait être renversée par la classe ouvrière. Dans le *Manifeste communiste*, publié en 1848, Marx soutenait que le capitalisme crée une lutte des classes dans laquelle ceux qui possèdent les moyens de production (la classe dirigeante, ou bourgeoisie) exploitent ceux qui travaillent pour eux (le prolétariat). Marx croyait qu'une révolution prolétarienne permettrait l'émergence d'une société sans classes dans laquelle toutes les propriétés seraient collectives. Les gouvernements communistes qui se sont formés sur la base de l'idéologie de Marx étaient à parti unique et ont maintenu leur pouvoir au moyen de la propagande, de la police secrète et du contrôle des citoyens par le gouvernement. Jusqu'à la fin de la guerre froide, beaucoup de pays, dont l'Union soviétique, avaient un gouvernement communiste. Actuellement, la République populaire de Chine, Cuba, le Laos, la Corée du Nord et le Vietnam sont des pays communistes.

Le fascisme

L'idéologie fasciste repose sur l'importance de l'État et l'obligation des citoyens d'être à son service. Les fascistes croient qu'un pays est une communauté organique qui nécessite un dirigeant fort, une identité collective et une force militaire. Les gouvernements fascistes insistent sur le nationalisme et le militarisme. La guerre est glorifiée et considérée comme un moyen de garder la nation forte. L'opposition politique et la liberté individuelle sont interdites dans les États fascistes. Le fascisme est né après la Première Guerre mondiale, période particulièrement instable. L'Italie était alors dirigée par Benito Mussolini. L'Allemagne nazie est un autre État fasciste (voir le chapitre 5).

l'éventail politique

Un **éventail politique** est un modèle utilisé pour illustrer les liens entre les différentes idéologies politiques. Le modèle linéaire horizontal est le plus utilisé (voir la figure 9-11), les idéologies totalitaires étant placées aux extrêmes droit et gauche. Le socialisme est à gauche du centre; on l'appelle souvent «la gauche». Le libéralisme est généralement placé légèrement à gauche du centre et le conservatisme, à droite. Beaucoup de théoriciens politiques croient que cet éventail traditionnel est trop simpliste et y ont ajouté d'autres axes (voir la figure 9-12).



FIGURE 9-11 Sur l'éventail linéaire horizontal conventionnel, les idéologies totalitaires sont situées aux extrêmes et les idéologies démocratiques sont situées plus près du centre.

La politique et l'idéologie canadiennes

Dans la politique canadienne actuelle, les principaux partis politiques sont situés près du centre sur l'éventail politique. Les frontières entre les uns et les autres sont assez peu claires. On ne peut faire d'équivalence trop marquée entre le Parti libéral du Canada et le libéralisme, ni entre le Parti conservateur du Canada et le conservatisme. Les libéraux ont adopté certaines des politiques sociales progressistes des socialistes, comme les soins de santé universels et d'autres programmes sociaux. Ils accordent moins d'importance à l'armée et soutiennent davantage les arts et la culture. Les conservateurs, cependant, ont plus tendance à soutenir les traditions et les intérêts commerciaux, comme les allègements fiscaux pour les grandes entreprises. Ils sont davantage nationalistes et sont en faveur du développement de l'armée.

Le Nouveau Parti démocratique (NPD) soutient le financement, par le gouvernement, des programmes d'aide sociale, des soins de santé et de l'éducation, et est contre la privatisation des sociétés d'État. Des principaux partis politiques actuels au Canada, le NPD est le plus socialiste. Les objectifs principaux du Bloc québécois consistent à protéger les intérêts du Québec et à

● Explique les différents systèmes politiques. Qu'est-ce qui caractérise les partis de gauche, de centre et de droite?

MOT CLÉ

Un éventail politique : Un modèle linéaire utilisé pour illustrer les idéologies politiques, de gauche à droite.

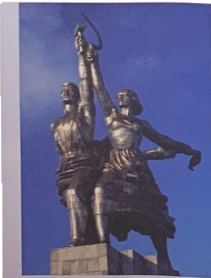


FIGURE 9-10 Cette statue représente les ouvriers de l'Union soviétique, État totalitaire.

Esprit critique Pourquoi les gouvernements totalitaires utilisent-ils des images idéalisées de personnes au service de l'État?

SUR LE WEB

Pour déterminer où se situent les convictions sur l'éventail politique, consultez le site Web de Chenelière Éducation.

● Quelles sont les différences entre les partis politiques canadiens et où se situent-ils sur l'éventail politique?

SUR LE WEB

Pour en apprendre davantage sur les partis politiques du Canada, consultez le site Web de Chenelière Éducation.

MOTS CLÉS

Le Sénat : Le second corps législatif du Parlement, composé de membres nommés dont le rôle est de procéder à un second examen objectif des projets de loi.

Le Cabinet : Le groupe des ministres choisis par le premier ministre et qui décident de l'orientation de la politique du gouvernement ; chaque ministre du Cabinet est responsable d'un ministère.

La Chambre des communes : Le premier corps législatif du Parlement, dont les membres sont élus.

SUR LE WEB

Pour en apprendre davantage au sujet du Parlement du Canada, visite le site Web de Chenelière Éducation.

La structure du gouvernement

Les citoyens actifs ont besoin de savoir comment le gouvernement fonctionne. Comme tu le sais, le gouvernement du Canada est un système fédéral, c'est-à-dire une organisation de gouvernements provinciaux qui agissent chacun au nom de leurs propres citoyens. Le gouvernement central est basé à Ottawa et est responsable des sujets vitaux pour la nation dans son ensemble. Il exerce aussi des pouvoirs sur les gouvernements municipaux et des gouvernements autochtones. Il est très important de savoir quel palier de gouvernement est responsable de quel sujet. Les gouvernements fédéral et provinciaux ont aussi des pouvoirs législatifs, exécutifs et judiciaires, ainsi que des organisations bureaucratiques afin de pouvoir mettre en œuvre les politiques et assurer les responsabilités du gouvernement.

Les pouvoirs exécutif et législatif du gouvernement fédéral adoptent le même processus pour faire appliquer les lois et règlements du pays. Le pouvoir législatif gère les tribunaux, interprète et fait respecter la loi. Les gouvernements provinciaux ont les mêmes genres de pouvoirs, dont les responsabilités dans leurs domaines de compétence sont semblables à celles du gouvernement fédéral.

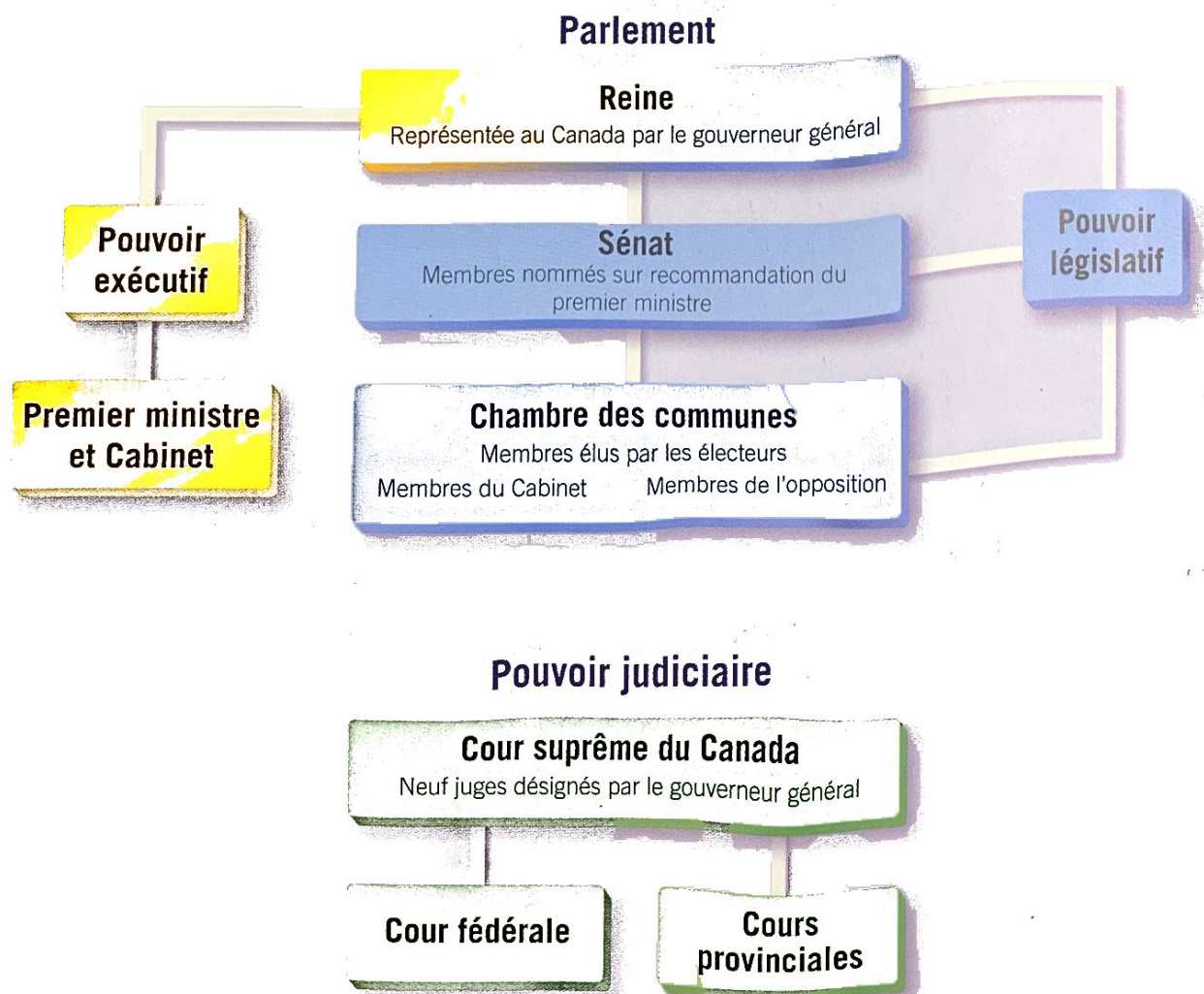


FIGURE 9-16 La structure du gouvernement fédéral du Canada.

Les décrets

Un décret permet de faire passer une loi ou un règlement sans devoir passer par un vote parlementaire. Au fédéral, les décrets sont adoptés par le gouverneur général, sur les conseils du premier ministre et du Cabinet. On les utilise pour nommer un sénateur, apporter les modifications nécessaires à une loi et en cas de situation urgente, qu'elle soit réelle ou perçue. Ils peuvent sembler antidémocratiques, mais les décrets appartiennent à la tradition parlementaire et les gouvernements ont généralement la sagesse d'utiliser ce pouvoir avec modération.

- Quelles sont les différentes étapes de l'élaboration d'une loi?

MOTS CLÉS

La sanction royale: La dernière étape avant qu'un projet de loi devienne une loi, dans laquelle le gouverneur général (ou le lieutenant-gouverneur dans les provinces) accepte le projet de loi en le signant.

Un lieutenant-gouverneur: Le représentant provincial de la reine, nommé par le gouverneur général.

Le whip du parti: Un député choisi pour s'assurer que tous les membres de son parti sont assidus et soutiennent les intérêts du parti.

La discipline de parti: Le fait que tous les membres d'un parti votent de la même façon.

Un vote libre: La possibilité pour les membres d'un parti de voter selon leurs propres convictions.

Un député: Un membre de l'Assemblée législative qui n'est ni ministre, ni chef de parti, ni porte-parole de l'opposition.

Un projet de loi d'initiative parlementaire: Un projet de loi proposé à l'Assemblée législative par un député qui ne fait pas partie du Cabinet.

Adopter des lois

L'une des tâches les plus importantes du Parlement est de présenter des projets de loi et d'adopter des lois. Un projet de loi devient une loi quand il a été lu trois fois devant la Chambre des communes, a été modifié par un comité, a été lu trois fois devant le Sénat, a été signé par le gouverneur général (ce qu'on appelle «**sanction royale**») et a été promulgué. Les projets de loi présentés à l'Assemblée législative provinciale doivent également être lus trois fois et être promulgués par le **lieutenant-gouverneur**, qui représente la reine dans le cas du pouvoir exécutif provincial.

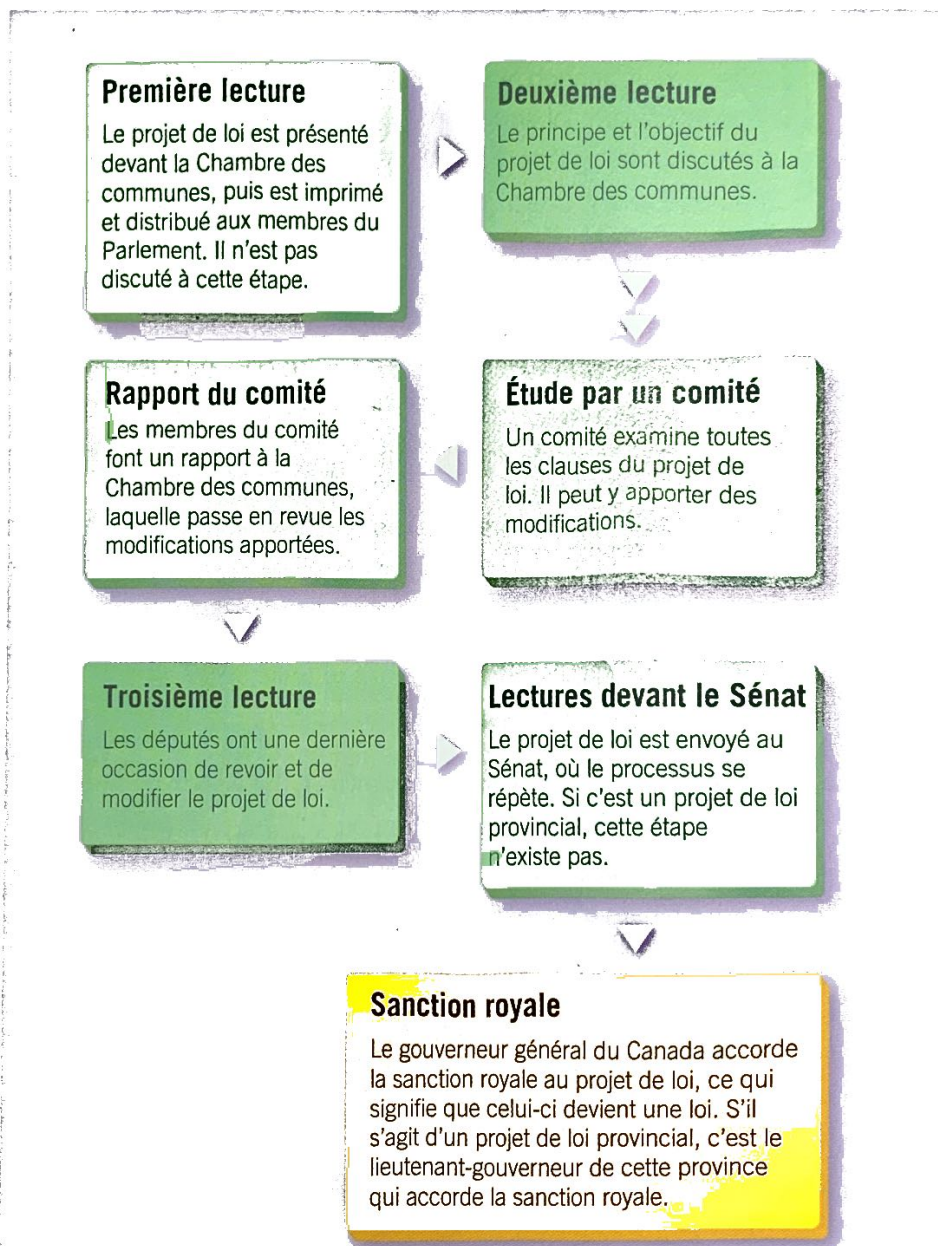


FIGURE 9-20 Comment un projet de loi devient-il une loi?

Esprit critique Pourquoi le processus de promulgation des lois compte-t-il tant d'étapes? Pourquoi utilisons-nous un processus si long?



1.

La dissolution

Le gouverneur général dissout le Parlement; des élections fédérales sont déclenchées.



2.

Le recensement

Une liste nationale des électeurs est dressée.



3.

Les candidatures

Les partis politiques choisissent les candidats qui se présenteront dans chaque circonscription.



4.

La campagne

Les partis cherchent à obtenir l'attention et le soutien du public et réunissent des fonds.



5.

L'élection (le scrutin)

Les électeurs se rendent dans les bureaux de vote pour s'inscrire et voter.



6.

Le dépouillement

Les votes sont dépouillés et le nom du candidat gagnant dans chaque circonscription est annoncé.

FIGURE 9-25 Les étapes du processus électoral au Canada.

Le scrutin uninominal majoritaire à un tour et le scrutin à vote unique transférable

Les élections canadiennes fonctionnent selon le système du **scrutin uninominal majoritaire à un tour**. Le gagnant n'a pas besoin d'obtenir la majorité des votes exprimés; il lui suffit d'obtenir plus de votes que tout autre candidat. Ce système a l'avantage d'être simple et évident. Ses partisans affirment que, grâce à ce système, il y a souvent un gagnant évident et peu de gouvernements minoritaires. Cependant, les résultats ne représentent pas toujours la volonté de la majorité des électeurs.

En 2004, la Citizens' Assembly on Electoral Reform, qui étudiait la possibilité de réformer le système électoral de la Colombie-Britannique, a recommandé l'adoption du **scrutin à vote unique transférable**, lequel aurait permis une représentation plus juste. Les Britanno-Colombiens ont rejeté ce système par une écrasante majorité lors d'un référendum en 2009.

MOTS CLÉS

Le scrutin uninominal majoritaire à un tour : Un système électoral dans lequel le candidat gagnant est celui qui a obtenu plus de voix que tout autre.

Le scrutin à vote unique transférable : Un système électoral dans lequel un parti obtient un nombre de sièges proportionnel aux nombres de votes qu'il a obtenus dans une grande circonscription.

Le vote obligatoire en Australie



FIGURE 9-29 Des Australiens aux urnes.

Quelle valeur accordons-nous à la démocratie? Devrions-nous laisser des gens indifférents, dans une ou deux générations, se débarrasser de droits que nous avons mis des siècles à obtenir simplement parce que voter ne les intéresse pas? L'apathie des électeurs est un sérieux problème pour les démocraties comme la nôtre, mais il est difficile à régler. Certains pays, comme l'Australie, ont rendu le vote obligatoire. En fait, plusieurs autres pays exigent de leurs citoyens qu'ils votent, bien que certains ne fassent pas respecter cette loi. Le vote obligatoire serait-il une bonne idée au Canada? Cette mesure, conçue pour que les citoyens acceptent la responsabilité qui leur revient de maintenir la démocratie, est-elle démocratique?

Comment fonctionne le vote obligatoire

La loi oblige les Australiens de plus de 18 ans à s'inscrire sur les listes électorales. Les élections ont toujours lieu un dimanche et tous les électeurs doivent se rendre au bureau de vote et voter de façon confidentielle « sans délai ». Comme le vote est secret, les fonctionnaires ne vérifient pas si le bulletin de vote est rempli ni s'il l'est correctement. Les électeurs qui ne votent pas doivent fournir une raison valable au directeur du scrutin, sans quoi ils doivent payer une amende de 20 \$ ou aller en

prison. Environ 5 % des électeurs, accidentellement ou délibérément, ne votent pas.

Étonnamment, le vote obligatoire est peu controversé en Australie (de 60 à 70 % des gens sont pour). Ceux qui sont contre disent qu'il va à l'encontre de leur droit démocratique de ne pas voter, qu'il pénalise ceux qui n'ont envie de voter pour aucun candidat présenté ou aucun parti, qu'il facilite les choses aux partis politiques, etc. Ceux qui sont pour affirment, entre autres, que le vote obligatoire n'est pas plus antidémocratique que de faire partie d'un jury ou de payer des impôts, qu'il assure que toutes les catégories de l'électorat sont représentées et permet d'augmenter l'intérêt suscité par les questions courantes et la politique en général.

Les pays qui font respecter le vote obligatoire	
Argentine	Lichtenstein
Australie	Luxembourg
Autriche	Mexique
Belgique	Nauru
Brésil	Pérou
Chili	Singapour
Chypre	Suisse (un canton seulement)
Équateur	Turquie
Fidji	Uruguay
Grèce	

Les pays qui ne font pas respecter le vote obligatoire	
Bolivie	Italie
Costa Rica	Paraguay
Égypte (électeurs masculins seulement)	Pays-Bas
France (Sénat seulement)	Philippines
Gabon	République dominicaine
Guatemala	Thaïlande
Honduras	

Étude de cas

La liberté de religion dans une société multiculturelle

En 2001, Gurbaj Singh Multani, jeune Montréalais de 12 ans, se trouvait dans la cour d'école quand son kirpan, un petit couteau cérémonial, est tombé de son turban. La commission scolaire a interdit à Gurbaj de porter son kirpan à l'école, car on considérait que c'était une arme. Gurbaj soutenait que ce n'était pas une arme, mais plutôt un symbole religieux qu'il devait, en tant que sikh orthodoxe, porter en tout temps. Après qu'il a comparu plusieurs fois devant les tribunaux, la Cour suprême a unanimement statué que l'interdiction du port du kirpan était une violation aux droits de liberté religieuse de Gurbaj selon la *Charte canadienne des droits et libertés*. « La tolérance religieuse constitue une valeur très importante au sein de la société canadienne », a affirmé la juge Louise Charron. Cependant, cet arrêt a permis aux commissions scolaires d'imposer des restrictions sur la façon de porter le kirpan afin d'assurer la protection des élèves.

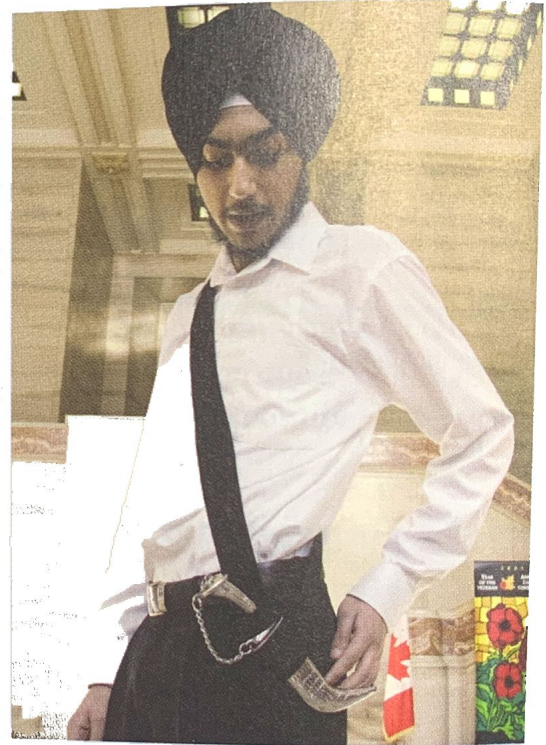


FIGURE 10-8 Gurbaj avait 17 ans lorsque la Cour suprême s'est prononcée. Entre-temps, il était allé étudier dans une école privée. Selon toi, sa famille devrait-elle être compensée pour les frais d'éducation engagés? Explique ta réponse.

Une fouille illégale

En 2002, à l'école secondaire Saint-Patrick, à Sarnia, en Ontario, la police a effectué une fouille des sacs à dos à l'aide d'un chien renifleur pendant que les élèves étaient en classe. Durant la fouille, le chien a réagi à l'un des sacs. Sans aucun mandat, la police a ouvert le sac, trouvé des drogues illicites, puis déposé des accusations contre l'élève. Durant le procès et en appel, les juges ont rejeté les accusations, jugeant déraisonnable l'utilisation d'un chien renifleur et la fouille d'un sac à dos en vertu de l'article 8 de la *Charte*. Six des neuf juges de la Cour suprême ont

conclu que les élèves s'attendent à ce que la police ne puisse pas « procéder au hasard à l'examen du contenu de leurs sacs à dos ». Les trois autres juges étaient en désaccord, affirmant que les élèves avaient déjà été prévenus et connaissaient la politique de tolérance zéro relative à la possession de drogue à l'école.

SUR LE WEB

Tu peux lire la transcription des décisions relatives à cette cause sur le site Web de Chenelière Éducation.

QUESTIONS PRATIQUES

1. Crée un tableau à trois colonnes en utilisant les titres suivants : Droits et libertés ; Explication ; Exemples. Dans tes mots, donne une brève explication des droits et libertés présentés aux pages 332 à 334 ainsi que des exemples précis tirés du manuel.
2. Quel est le but des programmes de promotion sociale? Pourquoi ces programmes sont-ils « techniquement » contre la *Charte des droits et libertés de la personne*?
3. Avec quel point de vue (majoritaire ou minoritaire) de la Cour suprême es-tu d'accord à propos de la fouille décrite dans la rubrique De nos jours? Explique ton idée.
4. **Opinions** Où tracerais-tu la ligne entre la vie privée d'un individu et la sécurité publique? Explique ton idée.